

Distr. : LIMITEE

E/ECA/CAMSDE/CE/12
Mars 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres africains
responsable du développement
durable et l'environnement

Comité technique d'experts

Première session

Addis-Abeba (Ethiopie)
4-7 mars 1996

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres africains
responsable du développement
durable et l'environnement

Réunion ministérielle

Première session

Addis-Abeba (Ethiopie)
8-9 mars 1996

**RAPPORT SUR L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE DE POLITIQUES
EN MATIERE D'ETABLISSEMENTS HUMAINS VISANT A CORRIGER
LES DESEQUILIBRES ENTRE REGIONS RURALES
ET URBAINES DANS LES PAYS AFRICAINS**

TABLE DES MATIERES

Page

I	INTRODUCTION	1
II.	PRINCIPAUX FACTEURS INFLUANT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS HUMAINS	1
A.	Etablissements humains durables du point de vue économique	1
B.	Répartition de la population, établissements humains durables du point de vue de l'urbanisation et de la migration interne	2
C.	Dimension "environnement" des établissements humains durables	3
D.	Dimension technologique des établissements humains durables	4
III.	PROBLEMES DE POLITIQUES QUE POSENT LES DESEQUILIBRES SPATIAUX	5
IV.	POLITIQUES RECOMMANDEES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA GESTION D'ETABLISSEMENTS HUMAINS DURABLES	9

I. INTRODUCTION

1. L'Afrique demeure essentiellement rurale - du point de vue de l'espace et de la démographie et il risque d'en être ainsi pendant encore longtemps. Plus de 60% de la population vivent toujours dans des régions rurales et l'agriculture demeure le moyen de subsistance essentiel pour la plupart des populations et le pilier de la plupart des économies. L'amélioration de la vie dans les campagnes, des établissements humains, des institutions et de l'économie sont par conséquent les principaux moyens pour la région de se développer dans la dignité et l'équité. Dans chaque pays de la région, par conséquent, le développement du secteur rural est devenu pratiquement synonyme de développement national. De plus, le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 met l'accent sur l'application continue des politiques et stratégies dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural afin d'intégrer pleinement les économies rurales dans leurs contextes nationaux, réaliser la sécurité alimentaire et renforcer l'auto-suffisance dans le domaine alimentaire. Selon le programme international, l'Afrique est déterminée à accroître la productivité agricole, à améliorer les mécanismes de distribution et à établir des systèmes de commercialisation fiables, un système de crédit ainsi que des installations d'entreposage appropriées.

2. Le chapitre 7 du programme Action 21 traite de la promotion du développement durable des établissements humains, et ici il y a deux courants de pensée en ce qui concerne la gestion de l'activité humaine. Le premier prône le développement dans un souci d'équité, tandis que le deuxième met l'accent sur un développement qui ne porte pas atteinte au système écologique et qui ne compromette pas les intérêts des générations futures.

3. Pour assurer la durabilité des établissements humains, il importe de prendre en considération l'ensemble du système urbain et rural intégré d'un pays. Pour promouvoir la durabilité des établissements humains, on peut évidemment s'appuyer sur la corrélation qui existe entre les communautés petites, moyennes et grandes dans un pays. Dans les pays africains, la population a tendance à se concentrer dans quelques grandes villes. Un tel phénomène ne sera réduit que si les possibilités et services urbains existant dans ces villes sont élargis aux petites villes et aux villages d'où proviennent les émigrants. Il est par conséquent nécessaire, si l'on veut assurer la durabilité des établissements humains, de concevoir des politiques qui débouchent sur un développement spatial équilibré.

4. Dans le présent rapport, on examine la mise en oeuvre des activités figurant au chapitre 7 du programme Action 21 dans le cadre du développement durable des établissements humains, en mettant l'accent sur les politiques propres à atténuer les déséquilibres entre les régions rurales et urbaines dans les pays africains.

II. PRINCIPAUX FACTEURS INFLUANT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS HUMAINS

5. Avant de formuler des politiques permettant d'assurer la durabilité des établissements humains, il convient de définir de façon claire ce qu'on entend par établissements durables. A cet égard, Hardoy et d'autres (1992) affirment que la définition des établissements humains durables doit être telle qu'elle englobe : la diminution de l'utilisation des ressources non renouvelables; l'utilisation durable des ressources renouvelables en restant dans les limites d'absorption des déchets aux niveaux local et mondial et satisfaction des besoins sociaux de base.

A. Etablissements humains durables du point de vue économique

6. La durabilité dans le développement économique, dans un sens limité, crée les conditions de la croissance économique tout en préservant la base de ressources naturelles à son niveau actuel ou à un niveau plus important. La Commission Brundtland a souligné la priorité à accorder aux pauvres : "la raison essentielle du développement durable est de relever le niveau de vie et en

particulier celui des plus déshérités dans la société - tout en évitant les coûts futurs non compensés" (Pearce, 1993).

7. Le ralentissement du développement économique au cours des dernières années a entraîné une chute des investissements et a limité gravement la capacité des gouvernements de contribuer aux dépenses budgétaires des villes et des régions. En termes réels, le PIB par habitant a baissé du fait de l'accroissement de la population, de la progression du chômage et de la faible productivité dans les secteurs agricole et non agricole. Ce qui a fait qu'il a été difficile pour la majorité de la population d'assurer les dépenses liées au logement. Un accroissement rapide de la population alors que les niveaux de revenu restent faibles dans les établissements humains africains se trouvant à des niveaux élevés et faibles de technologie, produit des marchés du travail modernes et informels segmentés, caractérisés essentiellement par une expansion du secteur informel. Cette tendance a des effets sur le logement et la construction dans la mesure où les travaux d'entretien, de réparation et de construction sont effectués dans le cadre de l'auto-assistance. Tant que la majorité des ménages ne bénéficiera pas des avantages qui découlent de l'emploi productif, il est illusoire de parler d'établissements humains durables.

B. Répartition de la population, établissements humains durables du point de vue de l'urbanisation et de la migration interne

8. De nombreux pays africains estiment que les modes de répartition de la population dans leur territoire ne sont pas satisfaisants et souhaitent les modifier. En règle générale, la population est inégalement répartie et les densités varient considérablement. Le Kenya est un pays où la densité est faible, sous tous les rapports. La densité moyenne est estimée à 27 personnes au Km². Cependant, environ 80% de la population sont concentrés sur 12,5% seulement des terres. La répartition de la population est illustrée à la figure 1. Au Zimbabwe, plus de 70% de la population occupent moins de 30% de la superficie totale du pays. Il y a eu des tentatives de réinstaller des gens de régions rurales surpeuplées afin d'appuyer leurs activités sans causer de dégâts à l'environnement et fournir des services.

9. La population urbaine des pays africains augmente en moyenne de 5,5% par an tandis que l'accroissement de la population a été en moyenne de 3% au cours des dernières années. Le processus d'urbanisation est tel qu'il compromet la situation des régions rurales dans le développement national. Il importe ici de faire les trois observations suivantes :

a) Le processus mine la jeunesse et le leadership mais il ne dépeuple pas encore les régions rurales où il y a toujours une croissance démographique nette en raison des taux de natalité élevés;

b) Le processus ne déplace pas la base des économies nationales des régions rurales vers les centres urbains. Il a plutôt un effet paralysant sur les racines rurales de l'économie nationale sans offrir nullement une solution de remplacement viable;

c) Dans presque chaque pays africain, la population urbaine est concentrée essentiellement dans une ville unique qui domine la scène urbaine. En règle générale, dans cette ville et dans une ou deux autres villes, les innovations, les équipements, les services et les installations abondent alors que les autres établissements du pays demeurent inertes, démunis et traditionnels.

10. La cause principale du phénomène de la sururbanisation est le phénomène de "départ" des villages plutôt que la demande de main-d'oeuvre du fait du développement de l'activité économique connu sous le nom de facteur d'"incitation". On a trouvé que les revenus par habitant dans les

régions urbaines sont presque partout plus élevés que les revenus par habitant dans les régions rurales de la plupart des pays. Dans pratiquement tous les pays africains par exemple, le rapport entre les salaires urbains/ruraux est au moins de 2:1. Dans beaucoup de pays, en fait, ce rapport se situe entre 4:1 et 8:1 (comme par exemple au Burkina Faso, au Lesotho, au Swaziland, au Kenya, au Sénégal, au Nigéria et au Gabon).

11. Les pays africains ont la plus grande proportion - presque la moitié de la population - âgée de moins de 15 ans. Cela veut dire qu'il faut d'urgence des possibilités d'emploi pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail. Dans de nombreux pays, le nombre des chômeurs urbains croît actuellement de 10% ou plus chaque année. Ici il y a deux importantes caractéristiques, à savoir la jeunesse et le niveau d'instruction élevé des chômeurs. Typiquement, les jeunes représentent 60 à 75 % des chômeurs dans la région, bien que les jeunes ne représentent qu'un tiers de la population active. Dans les 15 pays pour lesquels des informations sont disponibles, le taux de chômage des jeunes était quatre fois supérieur à celui des adultes. Du fait de la structure d'âge de la population africaine, il est également nécessaire d'accélérer la construction d'écoles, de logements et de centres de soins de santé.

C. Dimension "environnement" des établissements humains durables

12. Du fait qu'il est complexe de définir le développement durable, il n'est pas étonnant qu'il y ait un certain nombre d'aspects du concept dont il faut tenir compte dans tout effort visant à développer les établissements humains. Le premier est la dimension "environnement et ressources naturelles". En un sens, c'est ce qui transformera la définition traditionnelle de "développement" en ce qui, on l'espère, deviendra le "développement durable".

Impacts sur l'environnement de la croissance spatiale des établissements humains

13. L'ensemble du concept de durabilité dépend implicitement de la disponibilité de terres agricoles productives pour permettre à une population de se nourrir assez convenablement.

14. En Afrique, de nombreux gouvernements n'ont pas la capacité ni le pouvoir de procéder à un aménagement rationnel de l'espace. Le manque de fonds, de personnel qualifié et de données ainsi que des procédures de planification rigides et irrationnelles entravent les efforts nécessaires pour réglementer le développement des terrains. Le résultat est évident : étalement anarchique et insalubre des villes, ségrégation par classe économique et développement considérable des colonies de squatters.

15. La déforestation est un autre problème d'environnement majeur en Afrique. La diminution des ressources forestières en Ethiopie s'explique essentiellement par la conception traditionnelle selon laquelle les forêts sont après tout "des terres potentielles de cultures ou une source de combustible". Il en est résulté un abattage presque général des arbres pour la construction, le combustible, l'agriculture itinérante ou l'extension des terres agricoles. Plus de 95 % de la demande énergétique du pays ont été satisfaits par la biomasse. Le pays souffre actuellement des effets graves de l'utilisation inconsidérée constante des ressources forestières au cours des six à huit dernières décennies, ce qui a réduit la couverture forestière d'environ 40% de la surface des terres à 3,5% seulement (voir figures II et III).

16. L'érosion des sols est un autre problème écologique dévastateur dans les régions rurales d'Afrique. Il a été estimé que l'Afrique perd annuellement 6 millions d'hectares de terres autrefois productives qui se transforment en sable. En outre, 21 millions d'hectares de terres se trouvent dans une condition qui les rend improductives. Si cette tendance n'est pas arrêtée, elle peut avoir

des conséquences désastreuses pour le développement rural en Afrique. L'impact de l'érosion des sols réduit la densité potentielle maximale de la terre, comme le montre la figure IV.

Impact écologique des établissements humains sur les ressources en eau

17. Malheureusement, l'activité humaine a des effets graves sur la qualité de l'eau se trouvant au voisinage des établissements humains. L'utilisation excessive des eaux souterraines pour les besoins ménagers et autres, particulièrement l'agriculture, non seulement entraîne l'épuisement de cette ressource, mais entraîne aussi un affaissement de la terre qui a son tour expose à un plus grand risque d'inondations dans les dépressions. L'évacuation des eaux usées et des engrais dans les voies d'eau naturelles a également des effets aussi graves.

18. Bien que la proportion de l'eau utilisée dans les établissements humains d'Afrique soit modeste comparée à d'autres utilisations, tel qu'en agriculture, l'utilisation incontrôlée des ressources en eau pour les établissements humains a des effets défavorables très profonds. Ces effets vont de la dégradation directe des plans d'eau où sont déversées des eaux usées à la désertification.

19. La croissance économique des pays africains dépendant de plus en plus des agro-industries et autres, la demande en eau augmentera de façon exponentielle. Or, même les établissements font face maintenant à un accroissement des coûts dus aux pénuries d'eau, à l'approfondissement des puits et à la mise en valeur de nouvelles sources éloignées.

D. Dimension technologique des établissements humains durables

20. Dans le contexte des établissements humains, le niveau de technologie est d'une très grande importance aussi bien en ce qui concerne l'infrastructure, spécialement l'approvisionnement énergétique, l'eau, l'assainissement que les transports. Ces éléments d'infrastructure à leur tour permettent de déterminer s'il y a ou non équilibre entre établissements humains et environnement et s'il existe ou non une base pour le développement durable.

Energie et technologie

22. Généralement la consommation d'énergie est plus élevée dans les zones urbaines que rurales. Par exemple les citoyens dans les cinq principales villes du Sénégal consomment par an 265 kilos d'équivalent pétrole - par personne, contre 110 pour les résidents dans les zones rurales. La raison essentielle en est que les résidents urbains utilisent un combustible à plus forte intensité d'énergie - charbon de bois, électricité, gaz liquéfié - tandis que les gens dans les régions rurales n'utilisent généralement que le bois de chauffe.

22. Les revenus faibles de la majorité de la population rurale ont généralement amené à remplacer les combustibles commerciaux par des combustibles non commerciaux. Par exemple, en Afrique sub-saharienne la demande de bois de chauffe a augmenté de 3,1% par habitant annuellement de 1975 à 1985 tandis le PIB réel par habitant diminuait de 1,8% chaque année. Le bois de chauffe constitue la plus grande part de la consommation de tous les types d'énergie domestique en Afrique. Il sert à satisfaire 90% des besoins en énergie primaire dans le secteur domestique rural. Les effets du bois de chauffe et du charbon de bois sur l'environnement sont une aggravation de la désertification et une réduction de la productivité du sol. Par conséquent, les modes d'utilisation de l'énergie accroissent la pauvreté et il y a un cercle vicieux entre pauvreté et énergie.

Transport et technologie

23. Dans beaucoup des pays africains, l'infrastructure de transports demeure très insuffisante ou est pratiquement inexistante. Dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, il est nécessaire de : 1) construire environ 15 000 km de routes principales classées et de rénover environ 200 000 km de routes rurales (pour un investissement total d'environ 10 milliards de dollars aux prix de 1990), et 2) de rendre praticables 80% des routes revêtues, 40% des routes non revêtues et 25% des routes rurales.

24. Dans la plupart des villes, le transport urbain est un important consommateur d'énergie : il absorbe environ 50% de la consommation d'énergie fossile totale dans le monde. En outre, c'est dans ce secteur que des réductions importantes de la consommation d'énergie peuvent être réalisées et que des améliorations sur le plan écologique sont possibles. Le transport public offre à terme une solution au problème du transport urbain.

Assainissement et technologie

25. La couverture et l'efficacité de réseaux d'eau potable sous conduite sont non seulement insuffisantes mais ont diminué au cours des dernières années. Selon la Banque mondiale, 35% de la population urbaine dans les pays d'Afrique sub-saharienne n'ont pas accès à l'eau potable dans un rayon de 200 mètres. Environ un tiers des maisons dans trois villes du Nigéria et 39% des lotissements dans six villes de Tanzanie n'ont pas d'eau sous conduite.

26. La couverture dans les régions rurales est encore pire que dans les régions urbaines, 28% seulement de la population ayant accès à l'eau salubre. En Afrique sub-saharienne, 47% des ménages urbains et 18% de la population rurale ont accès à des installations d'assainissement. L'OMS estime que pour la construction de systèmes d'eau dans les zones rurales, le coût moyen par habitant pour la région africaine est de 41,5 dollars contre 23 dollars pour les installations d'assainissement en zones rurales. Afin d'assurer une couverture de 100%, les pays sub-sahariens devraient investir 10,2 milliards de dollars dans la construction de systèmes d'approvisionnement en eau dans les régions rurales et 6,4 milliards de dollars dans la construction de systèmes d'assainissement dans ces régions. Si ces services sont assurés, l'effet sur l'environnement sera considérable dans les établissements humains et permettra de réduire la pollution de l'eau des cours d'eau, des fleuves et des zones côtières et d'améliorer la santé des populations.

III. PROBLEMES DE POLITIQUES QUE POSENT LES DESEQUILIBRES SPATIAUX

27. De nombreux pays africains consacrent beaucoup d'attention à l'amélioration et au renforcement des réseaux d'établissements en général, des établissements ruraux en particulier en prenant des actions et en proposant des investissements pour résoudre les problèmes de migration, réduire la concentration de la population et des activités dans les villes primaires et éliminer l'inertie dans le reste du pays.

28. En termes généraux, deux types de politiques pour villes secondaires ont été essayés en Afrique. D'abord, les concepts de "pôles de croissance" et de "centres de services" se fondant sur les centres urbains, ont été essayés. En deuxième lieu, des politiques reposant sur les régions rurales ont aussi été essayées. Elles ont consisté en particulier en des politiques de réforme agraire visant à améliorer les conditions rurales en général ainsi qu'en des programmes de réinstallation sur les terres.

29. La stratégie de pôle de croissance et de centres de services désignés adoptée par le Kenya vise à contrôler le type et l'ampleur de l'urbanisation tout en réalisant les objectifs du

développement rural accéléré afin d'assurer un développement économique équilibré et accroître les possibilités d'emploi. Les éléments d'une telle stratégie peuvent être l'ensemble ou une partie de ce qui suit :

a) La mise en place de centres de services pour la fourniture de services tels que les soins de santé, l'éducation, les marchés, l'assainissement, l'eau, l'énergie et d'autres afin d'améliorer l'accès de la population rurale à ces services et d'améliorer ainsi la qualité de vie de la population rurale. Ces services sont mieux assurés de manière concentrée du fait qu'on gagne du temps, de l'énergie et de l'argent en ne se rendant que dans un seul centre. Une manière de choisir ces centres de services serait leur hiérarchisation. Par exemple, au Kenya on a trouvé que c'était bien pour les utilisateurs de fournir un centre local désigné pour une population rurale de 5 000 personnes, un centre de marché pour une population rurale de 15 000 personnes, un centre rural pour une population de 40 000 personnes et un centre urbain désigné pour une population rurale de 120 000 personnes. L'emplacement d'un centre local est tel que la population desservie peut s'y rendre à pied et le centre comporte au moins une école primaire complète, plusieurs boutiques, un dispensaire, un système public d'approvisionnement en eau et un marché ouvert. Un centre-marché comportera, en plus des installations et services disponibles au centre local, un bureau de poste, des services de téléphone, un poste de police, un dépôt d'autobus et d'autres services administratifs commerciaux et locaux et est desservi par une route mineure; il peut comporter une école secondaire jusqu'à la classe de troisième, un centre de santé avec une maternité, des magasins mieux approvisionnés et des marchés plus importants, disposer de l'eau sous conduite, de l'électricité et d'un système d'évacuation des déchets, de services postaux et bancaires complets et représentera l'échelon inférieur de la hiérarchie urbaine dans le pays. Ces centres conviendront pour le développement industriel rural. Un centre urbain comportera, en plus des installations existant dans les centres de services à un échelon inférieur, un hôpital complètement équipé, une école secondaire jusqu'à la classe de troisième, d'autres services spécialisés et servira de pôle pour les services commerciaux, industriels, administratifs et sociaux requis par la population rurale. Tous les centres urbains sont conçus également comme des centres d'accueil des migrants venant des régions rurales.

b) Certaines villes peuvent être conçues avec un potentiel de croissance pour jouer le rôle de facilitateurs du développement des industries de transformation des produits agricoles et servir ainsi à attirer les candidats à l'exode rural. Pour cela il faut une politique délibérée de création de possibilités favorables pour les promoteurs commerciaux et industriels afin qu'ils sortent de villes primaires pour impulser le développement dans quelques petites villes. Ces villes devraient être implantées dans des zones potentielles de développement afin de promouvoir la croissance régionale. De telles villes seront situées dans des lieux stratégiques, compte tenu de la répartition actuelle ou potentielle de la population, de la mise en valeur des ressources et des réseaux de transports, de l'organisation économique actuelle ou du niveau d'infrastructure et doivent constituer les principaux centres d'éducation et d'administration. Au Kenya, 20 villes de ce type ont été choisies comme centres de croissance en plus de Nairobi et de Mombasa.

30. Les études sur les centres de services ruraux en Côte d'Ivoire, au Malawi, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie donnent cinq raisons principales pour le développement de centres de services ruraux dans les pays africains : fournir l'infrastructure et les services pour appuyer l'agriculture; atténuer la pauvreté rurale, coordonner la croissance économique dans les régions nouvellement ouvertes; corriger les déséquilibres spatiaux/régionaux existant en matière de développement et décentraliser l'administration locale.

31. En s'acquittant de leur fonction, les centres de services ruraux mettent l'accent sur les éléments suivants :

a) Collecte et commercialisation de produits agricoles dans les régions rurales avoisinantes;

b) Fourniture et distribution d'intrants agricoles, y compris les semences, les engrais, les outils, les installations de réparation et le crédit;

c) Fourniture de services sociaux de base, en particulier d'écoles et de centres de soins de santé;

d) Fourniture d'installations de base de transformation de produits agricoles pour la consommation des ménages ainsi que pour la commercialisation, par exemple des moulins pour le blé et d'autres céréales;

e) Fourniture de biens de consommation de base, de niveau faible-intermédiaire tels que la viande, les légumes, le pétrole lampant, le sucre, le pain, l'huile de cuisson, etc;

f) Fourniture d'une infrastructure spécialisée telle que le téléphone et l'électricité.

32. Le Malawi est l'un des pays africains où la dimension spatiale a été intégrée systématiquement dans la politique de développement national. L'accent dans les politiques de développement national du Malawi est mis sur la réduction générale de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Un aspect important du plan de développement physique national est la hiérarchie à six niveaux comprenant les éléments suivants : 1. Centre national; 2. Centre régional; 3. Centre sous-régional; 4. District et/ou principal centre - marché; 5. Centre marché - rural et 6. Centre villageois. Les deux derniers niveaux sont conçus comme "centres de services ruraux" et leur fonction principale est d'établir un lien direct avec la population rurale.

33. Au Zimbabwe, les centres de services ruraux ont été mis en place dans le cadre d'une nouvelle hiérarchie nationale d'établissements humains comportant les sept échelons suivants : 1. Villages regroupés; 2. Centres commerciaux ruraux; 3. Centres de services ruraux; 4. Centres de services de district; 5. Points de croissance; 6. Villes; 7. Grandes villes. Chaque centre de services est conçu pour 10 000 personnes résidant dans un rayon maximal de 20 km. Les fonctions d'un centre de service rural sont entre autres : les écoles secondaires; les dispensaires; les bureaux de développement, les marchés locaux, les boutiques de détaillants, les transports de passagers, les télécommunications et l'approvisionnement en eau. Les centres de services de district sont conçus pour remplir les fonctions suivantes : siège de l'administration locale; bureau de l'administration de district du gouvernement central, hôpitaux de district, écoles secondaires, centres de formation publics, et services bancaires. Les centres de services de district ayant une base de ressources locales doivent aussi satisfaire les besoins des industries rurales.

34. Au Botswana, il y a un système d'établissements relativement développés qui établit des liens entre les régions rurales et les villes. Les villes agricoles Tswana ont toujours été le centre des organisations sociales et spatiales. En tant que centres régionaux bien établis, ils sont, en plus de leurs liens politiques avec l'arrière-pays rural, des facteurs d'exploitation et de croissance. Par ailleurs, en raison de leur population importante, ils possèdent les bases pour diverses fonctions qui habituellement ne sont pas associées avec les régions rurales dans le développement des villes agricoles. D'abord, ils ne possèdent pas de structures administratives ou politiques propres et

deuxièmement leurs fondements économiques sont faibles du fait de la faiblesse des revenus et du manque d'investissement, ce qui réduit leur pouvoir d'attirer des industries manufacturières.

35. L'évolution des centres administratifs au Nigéria a influé, dans une grande mesure, sur le mode général de développement socio-économique et physique. Cependant, l'espacement de ces établissements et le type général de développement montrent que les effets du développement venant des centres n'ont pas touché les régions rurales très éloignées des centres. Il en résulte que les sphères d'action des centres de croissance administratifs sont encore trop larges et rendent les interactions entre les villes et les régions rurales difficiles. Parallèlement, les efforts en matière de développement rural actuellement déployés ne reposent pas sur un cadre conceptuel de planification physique tandis que les investissements alloués au projet n'obéissent à aucune priorité ni raison.

36. L'examen récent des résultats des politiques mentionnées plus haut n'est pas satisfaisant, les villes secondaires, y compris les pôles de croissance et les centres de services n'ont pas attiré l'activité économique escomptée à l'origine par les décideurs.

37. La villagisation, la stratégie d'établissement rural la plus courante, a été essayée en Algérie et en Tanzanie. En Tanzanie, l'idée était que si les gens sont regroupés et installés dans un type d'établissement plus condensé, on pourrait leur fournir l'infrastructure nécessaire beaucoup plus facilement que s'ils vivaient dans des maisons isolées. Le rôle de l'infrastructure est considéré comme facilitant l'intégration réelle des villes et de la campagne ainsi que des différents secteurs de l'économie nationale et elle permet une circulation facile et rapide des biens et personnes entre les établissements.

38. Les principaux problèmes de la villagisation sont les suivants : on a souvent eu recours à la force et la planification physique n'était pas compatible avec l'organisation sociale et la production économique.

39. Dans la pratique, dans la plupart des pays, une approche intégrée en matière de planification des établissements ruraux dans le cadre du développement socio-économique, n'est pas pleinement reconnue et très souvent, les pays africains ne disposent pas de l'autorité administrative nécessaire pour formuler et coordonner des projets inter-sectoriels dans les régions rurales. L'électricité, l'approvisionnement en eau et les programmes de transports ne sont pas reliés les uns aux autres ni aux autres secteurs de l'économie nationale tels que les pêches, l'agriculture, la sylviculture et le tourisme. Des plans de développement physique régionaux unilatéraux, n'établissant pas les liens appropriés avec le développement rural ont entraîné des lacunes graves dans le développement des établissements ruraux dans certains pays africains.

40. La mise en oeuvre de plans de développement physique régionaux ne repose pas sur des mesures juridiques, financières et techniques appropriées. Une grande incertitude subsiste quant à l'efficacité relative des subventions à l'emplacement des industries et aux subventions à l'infrastructure, compte tenu de la situation dans les régions rurales d'Afrique. Il existe très peu de données sur la structure économique des villes intermédiaires de tailles différentes dans les pays africains. En particulier, on ne peut accéder à l'information sur l'étendue du petit secteur manufacturier, de son rôle dans la création d'emplois et de sa contribution au revenu rural. Très peu de données portent sur les régions rurales de ces pays et celles ayant une plus grande couverture sont généralement spécialisées, compte tenu des besoins de la planification physique régionale qui présuppose une information intégrée, multidimensionnelle sur l'utilisation des terres. L'obstacle le plus immédiat à la planification physique régionale est qu'on ne dispose pas d'une évaluation des capacités de la terre ni de l'information sur les précipitations, les ressources en eau et les forêts dans les régions rurales.

41. Eu égard à l'agriculture, l'unité de planification physique la plus élémentaire est le village. Il semble que des plans physiques des localités rurales n'existent pas dans de nombreux pays africains. Ainsi les facteurs socio-économiques, l'emplacement des activités et l'utilisation des terres dans le temps ne peuvent être pris en considération par les paysans individuellement ou collectivement. Très souvent l'emplacement des établissements ruraux est en contradiction avec les méthodes de culture, les réseaux d'irrigation et les principales activités agricoles. Sans des plans physiques des localités rurales, on ne peut établir de relations hiérarchiques fonctionnelles à partir du village jusqu'aux autres établissements humains.

42. La plupart des établissements ruraux en Afrique ne répondent pas à un type fonctionnel caractéristique : une zone résidentielle avec un centre où se trouvent les principaux bâtiments administratifs, publics et commerciaux, une zone résidentielle et une zone industrielle. Le développement des établissements ruraux s'effectue sans tenir compte des normes de planification physique, des normes et réglementations en matière de construction. Il en résulte que le vent dominant, le type d'ensoleillement, de rayonnement et d'autres facteurs ne sont pas pris en considération.

IV. POLITIQUES RECOMMANDEES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA GESTION D'ETABLISSEMENTS HUMAINS DURABLES

43. La mise en oeuvre des domaines du chapitre 7 du programme Action 21 liés aux politiques susmentionnées se déroule sous l'autorité du gouvernement des pays, des institutions, des entreprises, des communautés et des populations. La mise en oeuvre devrait mettre l'accent sur ce qui suit.

44. Une politique d'urbanisation claire devrait être formulée pour indiquer le rapport entre la population urbaine et la population rurale et le mode de répartition de la population entre les villes de diverses tailles qui serait le plus avantageux sur les plans économique et social. Ces politiques devraient établir les relations réciproques entre urbanisation, industrialisation et le processus de développement économique afin que les forces d'urbanisation puissent être canalisées de façon planifiée et organisée pour un développement équilibré des établissements humains aussi bien dans les régions rurales qu'urbaines.

45. Dans le contexte du développement durable, l'utilisation efficace des ressources, spécialement des terres, de l'eau et de l'énergie, devrait être considérée comme la base pour la planification et le développement des établissements. Par conséquent, la durabilité implique le renforcement de la fonction de planification aux niveaux national, régional et local.

46. Les politiques en matière d'établissements devraient être formulées de façon à assurer une répartition plus équilibrée de la population et une diversification de la base économique, la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles y compris la végétation, le sol, l'eau et la faune.

47. On n'a pas encore répondu à la question vitale, à savoir quelle est la meilleure façon d'acheminer dans l'espace et le temps les ressources d'investissement dans l'agriculture et certains pôles, en élaborant des plans de développement physique qui devraient viser à concilier les objectifs conflictuels d'une vie meilleure et de la durabilité. Des plans physiques globaux devraient assurer l'utilisation optimale du territoire (emplacement des forces productives, répartition de la population, utilisation des terres, réseaux d'infrastructures et services, valeurs écologiques etc.), mise en place d'un système d'établissements intermédiaires avec un dynamisme suffisant pour contrecarrer l'attrait des grandes villes, la désignation de villes de tailles appropriées comme centres sociaux,

économiques et culturels pour leurs régions rurales, développement de pôles de croissance pour les régions arriérées, regroupement de villages pour partager des services et des installations.

48. Les gouvernements devraient mettre en oeuvre des stratégies pour la fourniture durable de logements adéquats à une population qui croît rapidement et aux pauvres démunis des régions urbaines et rurales grâce à une approche en matière de développement et d'amélioration des logements ne présentant pas de danger pour l'environnement.

49. Des plans pour l'approvisionnement en eau, l'évacuation des eaux usées devraient être une partie intégrante des plans généraux d'établissements. Ces plans doivent prévoir les éléments d'appui c'est-à-dire des dispositions institutionnelles, la mise en valeur des ressources humaines, la participation de la communauté, l'appui à l'information en plus des installations physiques.

50. La planification de l'utilisation des terres à l'échelle nationale, régionale et locale devrait porter sur les incidences du transport et les effets liés aux transports. Une planification coordonnée des transports et de l'utilisation des terres devrait prévoir l'amélioration progressive des systèmes de transports publics afin de leur permettre de répondre à la demande de plus en plus grande de transports. La planification en matière de transports s'est généralement concentrée sur le trafic motorisé mais il faudrait aussi porter l'attention aux demandes des pauvres et aux modes de transports les plus répandus.

51. Les programmes d'action nationaux devraient promouvoir la production intégrée des déchets agricoles et de l'énergie provenant de la biomasse et fournir un appui pour le reboisement et la régénération des forêts naturelles, en vue de fournir de façon durable une énergie provenant de la biomasse pour satisfaire les besoins de la population rurale.

52. Les urbanistes, les concepteurs et les fabricants devraient être encouragés, par le biais de principes en matière de planification physique, de normes et de réglementations en matière de construction, de normes et de codes de pratique, à réduire la consommation d'énergie en opérant des changements dans les types d'établissements humains et en utilisant les matériaux de construction produits localement avec de faibles énergies.

53. Si l'on encourageait les établissements ruraux à forte densité et si l'on consolidait les établissements dans certaines régions rurales, ce pourrait être là un mécanisme efficace pour la protection et la gestion des ressources en terres et cela permettrait aux pauvres ruraux d'accéder à la terre. Un type d'établissements concentré permettrait aussi de faire des économies en ce qui concerne la fourniture et la mise en place de l'infrastructure nécessaire.

54. Les divers établissements ruraux doivent se fonder, pour leur développement ordonné, sur des plans reflétant les conditions et les besoins locaux. Cela devrait se faire dans le cadre fixé par les plans physiques régionaux. Les plans locaux devraient être réalistes, souples et permettre d'assurer un développement rural intégré. Dans les scénarios, les perspectives à long terme pour le développement des établissements ruraux devraient porter sur les objectifs suivants de la politique de planification régionale : développement, égalisation, ordre spatial, conservation et autres.

55. Les gouvernements peuvent grandement stimuler le développement rural dans les pays africains en adoptant des politiques nationales pour des centres de services ruraux. Dans la formulation de ces politiques, un certain nombre de questions devraient être prises en considération :

- a) Les centres de services ruraux font partie d'un réseau plus large de nodes d'échange économique et d'interaction spatiale en général;

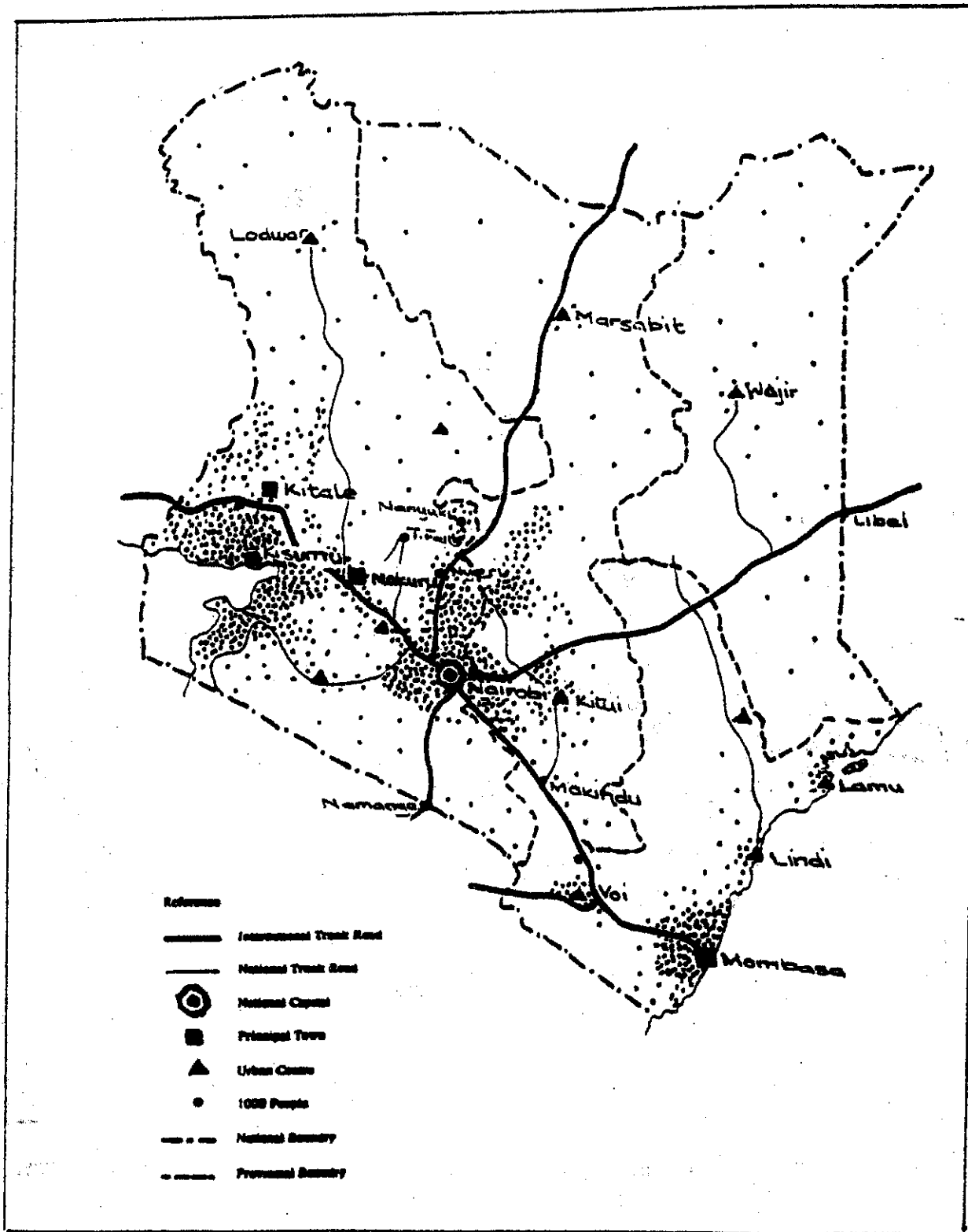
b) Les politiques relatives aux centres de services ruraux devraient être souples et pouvoir répondre aux besoins aussi bien des centres orientés vers les services que de ceux orientés vers la croissance;

c) Les politiques nationales relatives aux centres des services ruraux devraient comporter des directives claires et rationnelles en ce qui concerne le niveau minimum de fonctions, c'est-à-dire d'infrastructures et de services et préciser ce que chaque échelon de la hiérarchie des centres de services ruraux devrait offrir;

d) Les politiques relatives aux centres de services ruraux devraient aussi indiquer les ressources financières requises pour mettre en oeuvre la politique dans son ensemble et les moyens de dégager ces ressources;

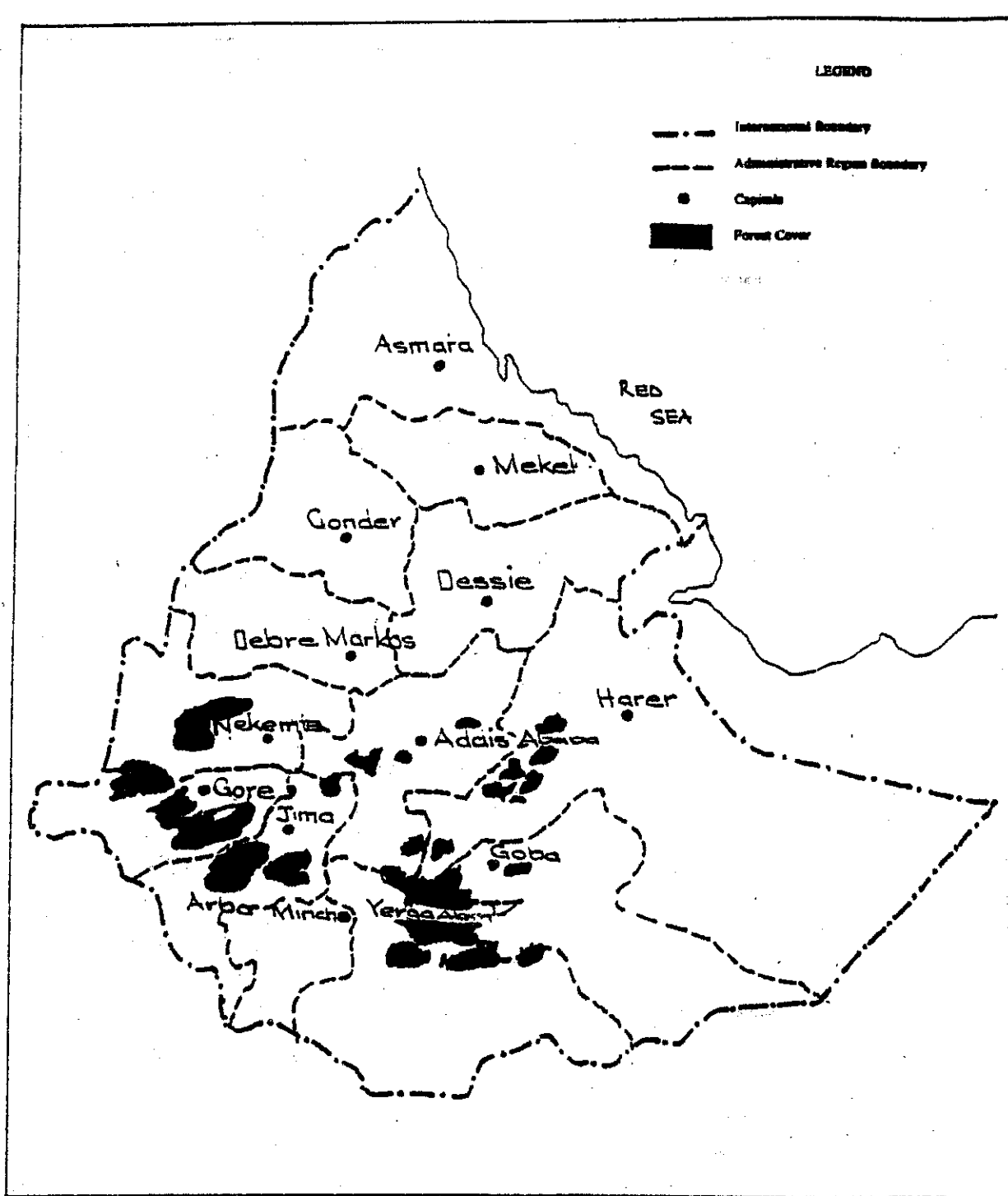
e) Les politiques relatives aux centres de services ruraux devraient indiquer clairement les organismes assumant les fonctions principales dans la mise en oeuvre. Elles devraient aussi définir les mécanismes pour la coordination des investissements sectoriels dans les centres de services ruraux.

Figure 1: POPULATION DISTRIBUTION IN KENYA



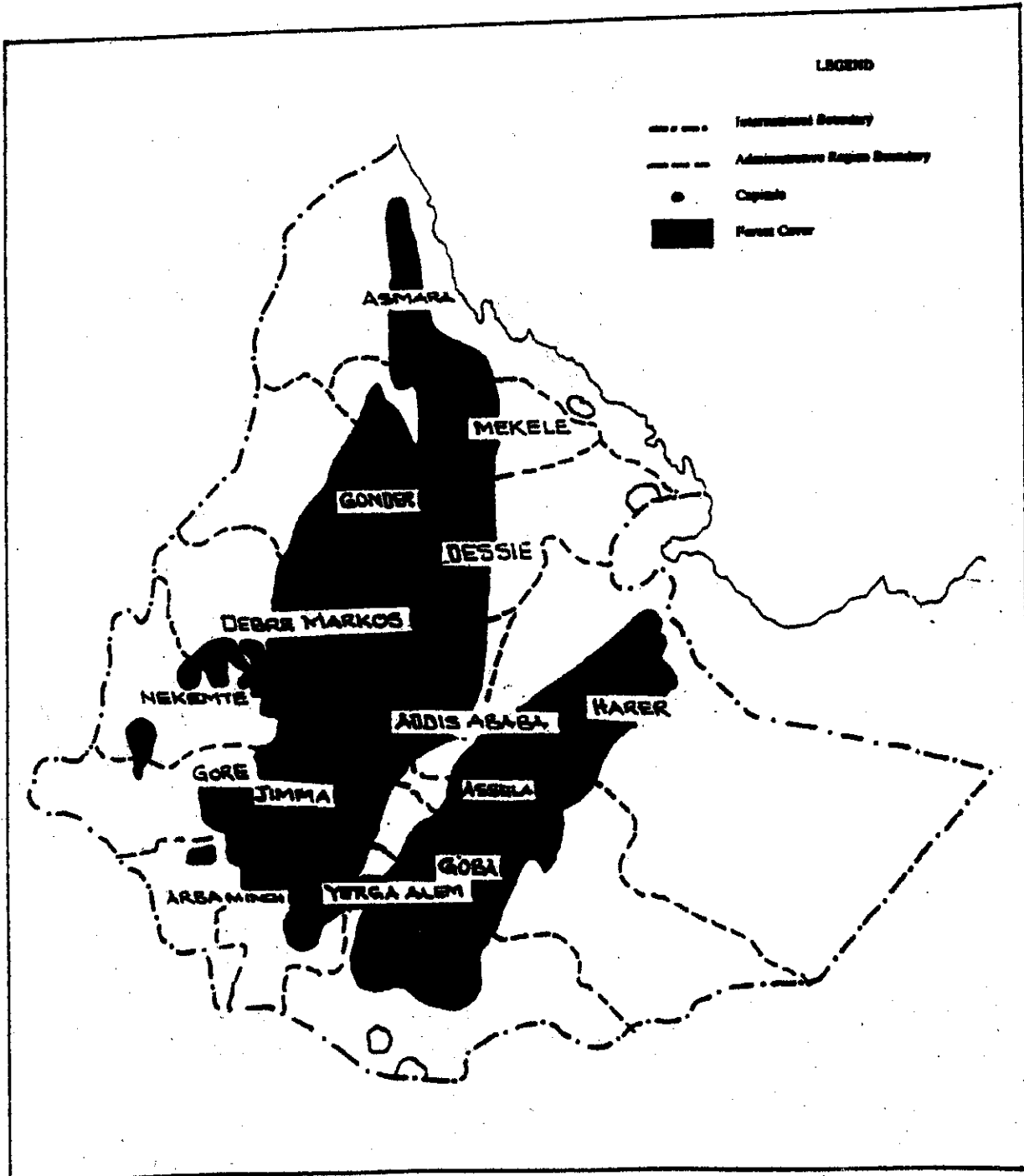
Source: Kenya national paper for the sixth session of the Commission on Human Settlements, 1983

Figure II : PRESENT FOREST COVER OF ETHIOPIA



Source: Relief and Rehabilitation Commission, Combatting the Effects of Cyclical Drought in Ethiopia (Addis Ababa : 1985), p.17.

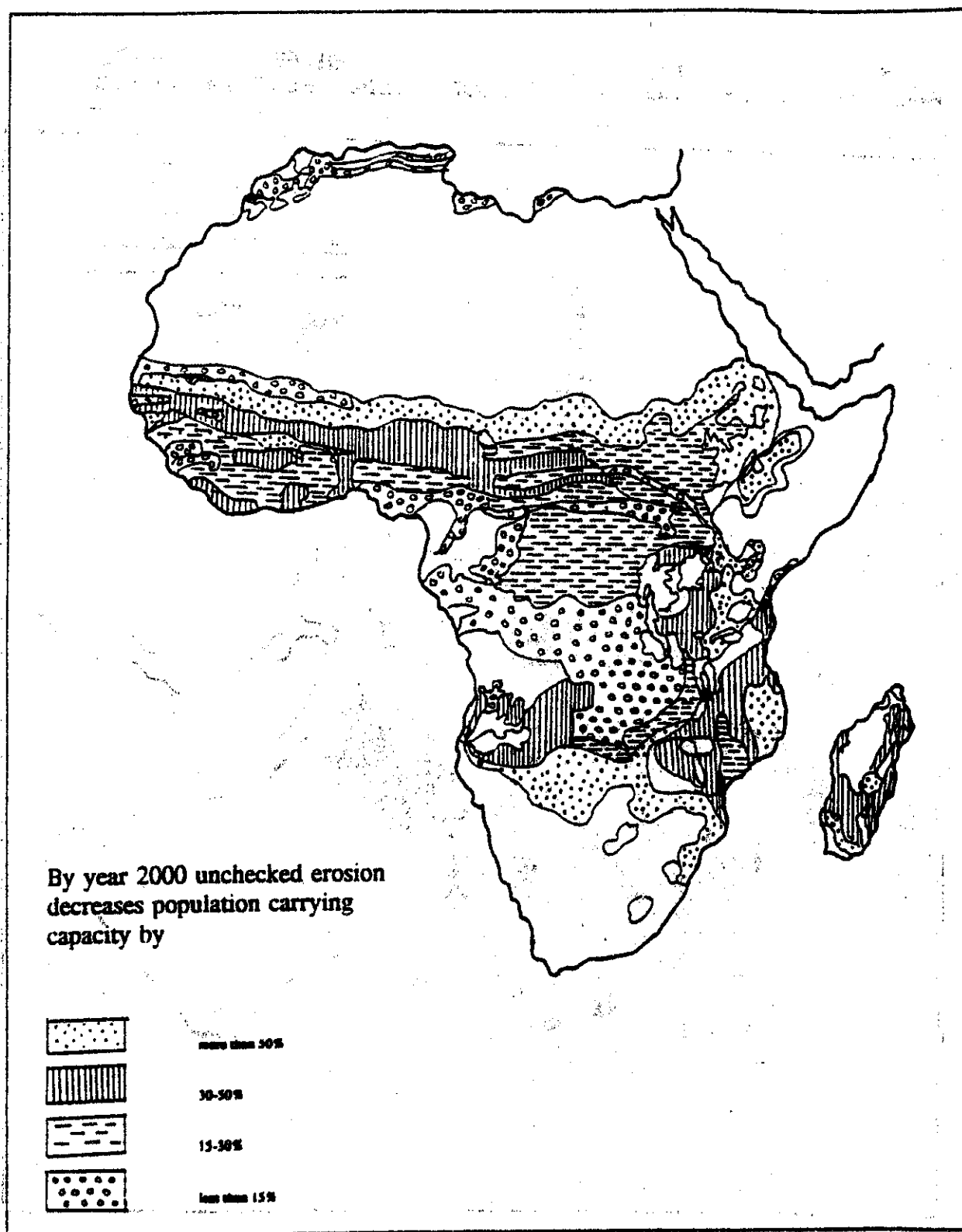
Figure III : FOREST COVER OF ETHIOPIA BEFORE 60 TO 80 YEARS



Source: Relief and Rehabilitation Commission, *Combating the Effects of Cyclical Drought in Ethiopia* (Addis Ababa : 1985), p.16.

Annex 4

Figure IV : EFFECT OF SOIL EROSION ON POPULATION CARRYING CAPACITY



How soil erosion could affect population carrying capacity in Africa (FAO, 1986)

BIBLIOGRAPHY

Africa's Development Crisis: Agricultural Stagnation, Population Explosion, and Environmental Degradation by R.S. McNamara. Address to the Africa Leadership Forum, Ota, Nigeria, June 21, 1990

Focus on African Industry, Economic Commission for Africa, Vol.V, No.2, December 1992

Human Settlements Planning Methods and Techniques for Different Environments in Africa: the Kenyan Experience by T.S.G. Makunda. ECA Expert Group Meeting on Guidelines and Indicators for Preparation of National Modes for Integrated Human Settlements and Socio-Economic Planning, Addis Ababa, December 1985

United Nations Centre for Human Settlements (Habitat). Improving Rural Regional Settlement Systems in Africa, Nairobi, 1993.

United Nations Centre for Human Settlements (Habitat) Global Report on Human Settlements. Oxford University Press, 1987

United Nations Centre for Human Settlements (Habitat). Rural Settlements Development in Developing Countries. Nairobi, 1991

United Nations Economic Commission for Africa. Construction Sector in Africa, 1993

United Nations Economic Commission for Africa. Guidelines on Formulation of Human Settlements Policies and their Impact on the Environment, May 1992

Relief and Rehabilitation Commission,(1985), Combatting the Effects of Cyclical Drought in Ethiopia, Addis Abeba.

M. Ferrari, 1989, "Environmental Action in Africa" in Integrated Management of Resources in Africa. UNEP.

J. Hardoy and D. Satterthwaite. Environmental Problems in Third World cities, London, Earthscan, 1992.

United Nations Development Programme. Urban Transition in Developing Countries : Policy issues and implications for technical co-operation in the 1990s. New York, 31 May 1989.

Report of Expert Group Meeting on Guidelines and Indicators for the Preparation of National Models for Integrated Human Settlements and National Socio-Economic Planning, Addis Ababa, 9-13 December, 1985.

United Nations Commission on Human Settlements. Report on Sustainable Human Settlements in an Urbanizing World (HS/C/15/6, 17 January 1995).

The Scandinavian Institute of African Studies. Small Town Africa, Uppsala 1990.

D. Pearce. Blueprint 3: Measuring Sustainable Development, Earthscan. London, 1993